

Vendredi 18 octobre
Jean Marie LEPEN vient présenter les têtes
de liste du Front National pour les élections
municipales dans l'Hérault.

le Collectif Antifasciste 34 appelle à mobilisation

RASSEMBLEMENT

Vendredi 18 octobre à 17H
arrêt de tram Antigone
(derrière Polygone place Paul Bec)

Pour dire que ce parti n'est pas un parti comme les autres.
La banalisation de ses idées nauséabondes nous alerte.

Nous voulons dénoncer son projet politique
réactionnaire et raciste qui ne vise qu'à
diviser les classes populaires, le monde
du travail et casser les solidarités.



contact : antifa@riseup.34

L'extrême-droite : un ennemi de classe

Les effets de la crise sont de plus en plus violents. Les difficultés à boucler les fins de mois même pour répondre aux seuls besoins de première nécessité (s'alimenter, se loger, se vêtir...), la peur de l'avenir pour soi et les siens, sont devenus le lot quotidien d'une partie d'entre nous.

Face à des gouvernements incapables d'enrayer quoi que ce soit, privilégiant toujours le patronat et les plus riches, l'envie de « donner un coup de pied dans la fourmière » se généralise. L'extrême-droite entend bien en profiter, se décrivant comme des anti-systèmes au service de ceux qui sont en bas de l'échelle. Ne nous trompons pas d'ennemis, ne nous trompons pas de colère, le fond de commerce de l'extrême-droite reste des idées nauséabondes, l'instrumentalisation des peurs, et la défense du capitalisme. Voici donc une partie des mesures qu'ils défendent.

L'extrême droite et le monde du travail : de vieilles recettes anti-sociales

- elle s'affirme contre le droit de grève
- elle milite pour la diminution des fonctionnaires
- elle est favorable à la casse du code du travail, elle ne propose évidemment rien sur l'amélioration des conditions de travail
- elle remet en cause les 35 h en prônant une renégociation par branches de la durée du travail
- elle s'oppose à la lutte des classes et au syndicalisme, mais défend une prétendue possible alliance des travailleurs-euses et des patrons au sein de corporations d'entreprise, qui se signifie inévitablement un asservissement des salarié-e-s aux propriétaires des entreprises et des capitaux.

L'extrême droite et les patrons : main dans la main contre la protection sociale des salarié-es

Voici quelques unes de leurs revendications communes révélant bien que le projet économique et social de l'extrême-droite sert les intérêts du patronat :

- allègement du coût du travail
- recours à une « valeur-travail » qui favorise les classes les plus aisées
- refus de traquer les employeurs qui ne payent pas leurs cotisations sociales (13 milliards)
- nouvelles exonérations de cotisations pour les patrons, et par conséquent diminution des recettes publiques
- refus de s'attaquer aux niches et fraudes fiscales
- destruction du système de retraite par répartition, au profit de fonds de pension privés.